

LA COMMUNAUTÉ PORTUGAISE DANS LA NOUVELLE AFRIQUE DU SUD

Nelson Mandela est aujourd'hui Président de l'Afrique du Sud et le gouvernement d'unité nationale qui a pris ses fonctions après les élections d'avril 1994 est dominé par l'ANC. Les actes de grand courage politique et les négociations intenses qui ont duré plus de quatre ans peuvent faire oublier l'évolution extraordinaire que cela représente. En 1989, lorsque P.W. Botha était encore président, même les plus optimistes ne se seraient pas risqués à prévoir la conjoncture actuelle. Quand F.W. De Klerk a remplacé Botha, tout indiquait qu'il poursuivrait la politique de son prédécesseur. Son ascension au sein du *National Party* avait été extrêmement orthodoxe, on ne lui connaissait aucune divergence par rapport aux grandes options politiques de Botha (ou de B. J. Vorster dans les années 1970) et il servit fidèlement le gouvernement en qualité de ministre de l'Éducation. De Klerk devint un personnage d'envergure nationale lorsqu'il prit la direction du *National Party* du Transvaal, traditionnellement une des structures les plus conservatrices de ce parti, raison supplémentaire de penser qu'il n'introduirait pas de grands changements. En résumé, De Klerk fut choisi parce que ses antécédents paraissaient garantir la continuité.

Ces années de changements profonds dans le pays offrent une excellente toile de fond pour présenter l'importante colonie d'immigrants portugais en Afrique du Sud. C'est une colonie sur laquelle on sait peu de choses et sur laquelle on a encore moins écrit. Cela ne laisse pas de surprendre, sachant qu'il s'agit de la présence la plus visible du Portugal dans le pays le plus important d'Afrique australe, région d'élection pour la politique extérieure portugaise. Ce travail cherche à faire le portrait politique d'une communauté qui doit faire face à un grand défi grâce à sa capacité d'adaptation, qualité traditionnellement associée aux communautés portugaises disséminées dans le monde.

Ces pages sont le résultat de trois voyages en Afrique du Sud (1) durant lesquels nous avons interrogé des dizaines de personnes liées à la communauté et discuté de manière plus informelle avec beaucoup d'autres, proches ou non de la communauté (2). Le premier séjour eut lieu d'avril à juin 1990, peu après la libération de Nelson Mandela, à un moment où l'on commençait à comprendre l'irréversibilité des transformations en cours. Le deuxième séjour, en février 1994, eut lieu à un moment où le panorama politique du pays était dominé par la proximité d'élections générales et un changement de gouvernement. Le troisième séjour eut lieu en novembre 1994, alors que le nouveau gouvernement avait déjà pris ses fonctions. En d'autres termes, le premier séjour eut lieu au début d'une étape historique et le troisième à la fin de cette étape. Les quatre années qui séparèrent les deux visites furent des années de transition et, inévitablement, de profonde réflexion pour une communauté immigrante. Les moments très différents des trois visites permirent d'observer la manière dont la communauté portugaise vécut ces changements, offrant ainsi une perspective dynamique et permettant de tirer quelques conclusions qui puissent servir d'indicateurs pour le futur.

L'importance d'une colonie portugaise nombreuse en Afrique du Sud pour la politique extérieure nationale est en même temps évidente et oubliée. L'Afrique australe est indubitablement la seule partie du monde – au-delà de l'Europe – où le Portugal peut jouer un rôle actif et important. De faux débats entre "européistes" et "africanistes" sont venus introduire, auprès de quelques observateurs ou intervenants, l'idée qu'il y aura à faire des choix dans la politique extérieure portugaise. Rien n'indique cependant qu'un engagement portugais plus important dans une région doit s'accompagner d'un engagement moindre dans l'autre. Au contraire : il y a de bonnes raisons de croire qu'il existe une grande complémentarité entre ces deux composantes de la politique extérieure nationale. Dans le contexte de l'Afrique australe, la présence de la communauté portugaise en Afrique du Sud devrait être un des éléments les plus importants à prendre en compte.

CARACTÉRISATION DE DEUX MOMENTS POLITIQUES : 1990 ET 1994

1990

(1) Après la première visite le CIDAC (*Centro de informação e documentação Amílcar Cabral*) a publié un travail intitulé *A comunidade Portuguesa na África do Sul : Retrato político de uma comunidade emigrante*, republié, toujours en portugais et sous le même titre dans *Année Africaine 1992-1993*, Bordeaux, CEAN/Pedone, 1993, pp. 411-430. Le présent article, dans les passages qui se réfèrent à 1990, contient quelques transcriptions de cette première approche. J'aimerais ici remercier les amis : José et Anabela Nascimento en 1990 et Mark Simpson et Allison Beattie en 1994.

(2) Ces personnes sont exemptes de toute responsabilité pour ce qui s'écrit ici, l'auteur assumant seul cette responsabilité. Dans son ensemble cependant, ce sont ces personnes qui ont permis la réalisation de ce travail et j'en profite pour les remercier, même ceux qui sont en désaccord absolu avec le texte.

La République d'Afrique du Sud vivait une période de transition politique, partant d'une situation de décadence évidente du régime. La périodisation de cette transition sera certainement l'objet de discussion pendant de nombreuses années, mais nous pouvons indiquer l'importance de la date de septembre 1989. C'est ce mois-là qu'eurent lieu les dernières élections générales réservées aux Blancs, et pendant lesquelles se confirma l'ascension de F. W. De Klerk à la tête du pays. De manière un peu inattendue et provoquant dès le début de fortes réactions de méfiance de la part des mouvements anti-apartheid, le Président De Klerk lança un processus de démantèlement du régime qui se révéla par la suite irréversible. Les propositions présentées à l'électorat par le *National Party* en septembre 1989 étaient d'un contenu légèrement réformiste mais très en deçà des mesures prises par De Klerk dans les premiers mois de son mandat. Le premier acte fut posé le 2 février 1990 quand le Président annonça la légalisation de l'*African National Congress* (ANC) et d'autres mouvements de contestation du régime. À partir de là, une deuxième décision qui de fait se concrétisa le 11 février devint inévitable : la libération inconditionnelle de Nelson Mandela, le chef historique de l'ANC.

Peu de temps après, il y eut un accord sur la nécessité d'ouvrir des pourparlers au plus haut niveau entre les représentants de l'ANC et ceux du gouvernement ; une rencontre fut fixée pour avril. Cette rencontre fut repoussée par l'ANC pour protester contre le comportement de la police durant une manifestation à Sebokeng, aux alentours de Johannesburg, qui se solda par la mort de treize personnes. Cependant, des rencontres en mai et août entre des délégations de l'ANC et du gouvernement permirent des progrès notables puisqu'elles mirent en évidence la bonne volonté et l'ouverture avec lesquelles chaque partie se présentait à la table de négociation. Le climat politique entre avril et juin, lors du premier séjour de l'auteur, se caractérisait par un optimisme généralisé, partagé par les deux forces les plus importantes et par la majeure partie de la population. On pensait que dans peu de temps il y aurait un gouvernement à majorité noire et cependant le *National Party* se montrait confiant de ce que la majeure partie de son électorat, blanc, accepterait cette évolution comme nécessaire.

Une bonne preuve de l'importance des événements qui suivirent est que P.W. Botha, Président pendant dix ans jusqu'en 1989, démissionna en mai 1990 du *National Party* dont il était le chef un peu plus d'un an avant. Cependant, les sondages montrent qu'il y eut aussi une forte augmentation du soutien au *Conservative Party* qui protestait contre les réformes déjà effectuées et plus encore contre celles qui étaient annoncées. D'un autre côté, le *Democratic Party*, à gauche du gouvernement, perdit beaucoup de terrain, écrasé par le poids du *National Party* qui se mit à occuper l'espace politique qu'il remplissait auparavant. L'ironie amère pour le *Democratic Party* est qu'il commença à être politiquement décimé au moment même où les thèses qu'il défendait depuis des années étaient reprises par la politique officielle. À l'extrême-droite, il y eut aussi quelque agitation se traduisant par de bruyantes manifestations organisées par une variété de petits partis à la tête desquels se trouvait le Mouvement de résistance afrikaner (AWB).

Dans le camp des forces politiques "blanches" (3) plusieurs inconnues ne permettaient pas de prévoir l'évolution de manière plus que spéculative. À titre d'exemple, nous pouvons nous référer à l'incertitude sur la capacité du *Conservative Party* de consolider ses nouveaux soutiens et, éventuellement, d'imposer des élections anticipées qui pourraient modifier le cadre politique en sa faveur. Les premières indications (résultant des élections partielles de Randbourg en juin 1990) montraient qu'il y avait de fait une remontée électorale significative du *Conservative Party*, mais qu'elle serait insuffisante pour barrer le chemin au *National Party*. Un autre exemple est l'inconnue que représentait l'extrême-droite dans ses diverses versions. Quelle était sa véritable force, politique et militaire ? Sur combien de personnes ses dirigeants pouvaient-ils compter s'ils décidaient de prendre les armes ? Dans une large mesure, les réponses à ces questions dépendaient des négociations et de la période de transition : l'instabilité et la violence dans les cités noires étaient les facteurs les plus importants pour le développement de l'extrême-droite. Il y avait aussi beaucoup de discussions sur le véritable objectif du *National Party* dirigé par De Klerk. Pensaient-ils réussir à se maintenir au pouvoir (éventuellement dans une coalition) après la réalisation d'élections générales auxquelles participeraient les Noirs ? Pensaient-ils seulement consolider un certain modèle socio-économique à travers des négociations avant d'abandonner le pouvoir politique ? Le plus probable, c'est que la décadence du régime ne leur permit aucune autre option et qu'ils décidèrent de prendre le chemin de la négociation avant d'être visiblement forcés de le faire. À partir de ce moment, il est difficile de leur attribuer une stratégie globale du fait de l'imprévisibilité de l'évolution politique et il est plus plausible qu'ils se limitaient à gérer la conjoncture (avec grande habileté d'ailleurs).

Lors du premier séjour, les rivalités entre les différents mouvements noirs se manifestèrent fréquemment. Dans les villes noires importantes (*townships*) voisines de Johannesburg, l'ANC commença à perdre l'impétuosité initiale dont elle avait bénéficié après sa légalisation. La modération du mouvement de Mandela et sa volonté d'entamer des négociations avec le *National Party* eurent pour résultat une certaine démobilisation chez les jeunes, rapidement mise à profit par le *Pan-Africanist Congress* (PAC) qui protestait contre toute forme de concession au régime. Le discours radical et l'appel à une transformation immédiate de la société rencontraient quelque écho dans une situation où de grandes expectatives contrastaient avec la patience et le réalisme que montrait l'ANC.

D'un autre côté, dans la province du Natal, les confrontations violentes continuaient entre les supporters de l'ANC et les membres de l'Inkhata, le mouvement dirigé par Mangosuthu Buthelezi, Premier ministre du bantoustan du Kwazoulou. Pendant les mois de juin et juillet, la violence commença à s'étendre jusqu'au Transvaal, trouvant un sol fertile dans les grandes villes noires du triangle PWV (Pretoria-

(3) Il ne faut pas oublier qu'il y a dans l'ANC et dans d'autres mouvements anti-apartheid de nombreux militants blancs, tout comme commencent à apparaître des militants noirs dans le *National Party*. Cependant, la structure de la société sud-africaine, comme le fait que seuls les Blancs aient eu jusqu'ici le droit de vote, permet de faire référence à une politique "blanche" et "noire", interdépendantes, bien sûr, mais peu perméables.

Witwatersrand-Vaal) comme Soweto et Thokoza. Entre 1987 et le milieu de l'année 1990, plus de cinq mille personnes avaient été tuées dans cette guerre qui était fondamentalement une réponse du chef Buthelezi à l'érosion de son hégémonie politique au Natal et de son influence aux niveaux national et international. L'ANC rencontrait donc quelque contestation bien que ce soit certainement le mouvement le plus largement soutenu par la majorité noire. De la même manière, le *National Party* continuait d'être le parti bénéficiant du plus grand soutien dans la communauté blanche, bien que l'on considère normal qu'une partie de ses supporters aient rejoint le *Conservative Party*.

1994

La deuxième visite, en février 1994, eut lieu à un peu plus de deux mois des premières élections multiraciales. Durant le séjour, quinze partis s'inscrivirent pour les élections, mais il devint évident que deux forces politiques importantes se refusaient à participer au processus électoral : l'*Afrikaner Volksfront* (AVF), un front de plusieurs groupes de l'extrême-droite blanche à la tête duquel se trouvait le *Conservative Party* ; et l'*Inkhata Freedom Party* (IFP) du Chef Buthelezi. Ces deux forces politiques, conjointement avec le gouvernement du bantoustan du Bophutatswana, formèrent une alliance à laquelle ils donnèrent le nom d'Alliance de la liberté (AL), dont le but essentiel était de faire pression sur le bloc ANC/*National Party* afin qu'il accepte un système laissant la place à une grande autonomie régionale et dans lequel ces forces pourraient conserver le pouvoir que le système de l'apartheid leur avait conféré.

Durant les quatre années qui s'étaient écoulées depuis mon premier séjour, l'ANC et le *National Party* étaient parvenus à trouver un large consensus et avaient établi le principe d'un gouvernement d'unité nationale dans lequel tout parti qui obtiendrait un résultat électoral supérieur à 5 % aurait sa place. En mars 1992, il y eut un référendum, l'ultime consultation de l'électorat blanc, dans lequel le Président De Klerk, contre toute attente, obtint un mandat impressionnant pour poursuivre les négociations en cours. Selon les sondages, les deux principales forces politiques représentaient approximativement 80 % de la population sud-africaine mais, malgré cela, cherchèrent pendant des mois à éviter que les groupes de l'AL ne s'excluent du processus, premièrement pour ne laisser aucun doute sur le caractère démocratique des élections et deuxièmement parce que le désespoir de l'AL aurait pu l'amener à s'engager sur le terrain de la lutte armée. Les tentatives de trouver une solution négociée avaient peu de chances d'aboutir puisque les exigences de l'AL allaient à l'encontre de principes fondamentaux pour lesquels l'ANC s'était battue durant plusieurs décennies et auxquels le *National Party* avait fini par adhérer dans les dernières années.

De la part de l'*Afrikaner Volksfront*, la principale exigence était la création d'un *Boerestaat* (ou *Volkstaat*), c'est-à-dire un État blanc indépendant à l'intérieur des frontières de l'Afrique du Sud. Cela ressuscitait le principe sur lequel s'était fondé le système de l'apartheid : la division du pays selon des critères ethniques et raciaux. De plus,

l'exigence était si mal définie que c'est seulement en mars 1994 que l'on parvint à un accord au sein de l'AVF sur la localisation du *Boerestaat*. Pour certains, quelques dizaines de kilomètres carrés dans la zone aride au nord de la ville du Cap seraient suffisants ; pour d'autres, le *Boerestaat* couvrirait approximativement deux tiers de l'étendue actuelle de l'Afrique du Sud, englobant les mines d'or et de diamants. Pour les uns, cet État serait réservé aux Afrikaners alors que pour d'autres n'importe quel Blanc pourrait en être citoyen. Dans tous les cas, cela impliquait un "nettoyage ethnique" et le rétablissement de critères racistes qui sont évidemment inacceptables pour la majorité noire. De plus, tout indique que la majorité du peuple afrikaner ne souhaite pas changer de domicile et d'emploi pour s'installer dans un ghetto blanc.

Les exigences de l'IFP – qui se trouvait alliée à l'AVF simplement parce que tous deux s'opposaient au bloc ANC/*National Party* – étaient très différentes. Le problème pour Buthelezi était de trouver une formule qui lui permettrait de conserver une base de soutien. Tous les sondages indiquaient que s'il se soumettait aux votes, son parti perdrait sur toute la ligne : il perdrait dans sa région du Kwazoulou, il perdrait parmi les Zoulous qui voteraient majoritairement pour l'ANC, et au niveau national il n'était même pas certain d'atteindre les cinq pour cent nécessaires pour avoir un ministre au gouvernement. La seule force dont il disposait était celle des armes puisque sa tentative (depuis 1986) d'ethniciser la politique sud-africaine avait rencontré peu de succès. L'exigence principale de Buthelezi était donc l'établissement d'un royaume zoulou dans lequel il serait Premier ministre et son neveu, Zwelethini Goodwill, le monarque. Comme cette proposition ne bénéficiait même pas du soutien d'une majorité des Zoulous, il était difficile de la concilier avec un quelconque principe démocratique. Le gouvernement du Bophutatswana avait une position semblable à celle de Buthelezi mais il était encore plus fragile du fait d'une moindre conscience ethnique parmi les Tswana, d'un chef, Lucas Mangope, ne disposant pas du charisme de Buthelezi, et de l'absence d'une force militaire au sein de l'IFP.

En résumé, les questions les plus importantes de la politique sud-africaine en février 1994, étaient de savoir s'il serait possible de convaincre les membres de l'Alliance de la liberté à participer aux élections et, d'un autre côté, l'inconnue que représentait la manière dont l'ANC et le *National Party* répondraient à des tentatives d'empêcher les élections si l'AL ne participait pas. Les forces armées SADF (*South African Defence Force*) soutiendraient certainement le gouvernement mais ne parviendraient pas à éviter un bain de sang si l'IFP et l'AVF mobilisaient leurs forces militarisées.

LA COMMUNAUTÉ PORTUGAISE ET LES SUD-AFRICAINS

L'intégration de la communauté portugaise en Afrique du Sud n'a jamais été facile malgré tous les discours officiels qui allaient dans ce sens. Presque sans exception, les leaders politiques de l'Afrique du Sud, courtisant votes et aides financières, émettaient dans des occasions propices des déclarations élogieuses sur la communauté portugaise.

Tout comme dans le système politique américain, les hommes politiques blancs sud-africains devaient faire campagne auprès des diverses communautés immigrantes ou, alternativement, s'assumer comme porte-étendards d'une tranche spécifique de l'électorat. Naturellement, par conséquent, la communauté portugaise bénéficiait occasionnellement d'une demi-douzaine de paroles aimables de la part de responsables politiques qui, tout en sachant que les électeurs portugais étaient finalement peu nombreux, considéraient que cela valait la peine parce qu'ils n'avaient rien à perdre. De temps en temps des paroles dépréciatives étaient prononcées, par exemple dans les rangs de l'extrême-droite qui hissait la bannière de la pureté raciale des Afrikaners. Dans ce cas, les Portugais étaient cités comme de mauvais exemples parce qu'ils ne savaient pas faire de distinction entre les races et parce qu'ils avaient l'habitude, considérée comme détestable, du métissage. De plus, ils n'étaient pas afrikaners et de ce fait devaient retourner chez eux. Cette rhétorique finissait par être assez inconséquente, notamment parce qu'elle n'était pas très fréquente ; comme on le sait, les cibles préférées de l'extrême-droite sont autres.

De nos jours, après la légalisation de l'ANC, d'éminents dirigeants de ce mouvement vinrent grossir le chœur de ceux qui, lorsqu'ils étaient publiquement sollicités, émettaient une opinion positive sur la communauté portugaise. Ces voix sont fidèlement reproduites par la presse locale de langue portugaise et dûment transmises auprès de diverses instances officielles à Lisbonne et à Funchal. Les commentaires négatifs sont minimisés pour donner l'impression d'un certain consensus autour de la bonne intégration et de la respectabilité de la communauté portugaise.

De toute évidence, ces commentaires de représentants politiques ne permettent absolument pas de savoir comment la communauté portugaise est vue par les différents groupes de la population sud-africaine. Les commentaires ont pour seul objectif de gagner le soutien de la communauté portugaise (ou des auditeurs dans le cas de l'extrême-droite) et rien ne changerait si l'on remplaçait le mot "Portugais" par "Grecs" ou "Italiens". Le plus surprenant, c'est que durant toutes ces années, ces déclarations furent interprétées comme des preuves de ce que l'on voulait qu'elles soient. Le travail scientifique réalisé autour de cette thématique est minime mais celui qui existe s'oriente clairement vers des conclusions bien différentes de celles que l'on entend dans les discours électoraux : les Portugais étaient mal intégrés, ils étaient mal vus et avaient mauvaise réputation auprès de larges couches de la population sud-africaine. N'importe qui allant parler en Afrique du Sud ouvertement et longuement avec des personnes des groupes économiques, sociaux, politiques et ethniques les plus variés, ne pourrait pas ne pas s'apercevoir de cette réalité. Les enquêtes réalisées (4), bien qu'incomplètes et menées exclusivement parmi les Blancs, nous

(4) Voir D. C. GROENEWALD & L. N. SMEDLEY, *Attitudes of the White Population in South Africa towards Immigrants in General and the Main Immigrants Groups in Particular*, Pretoria, 1977, et C. D. SCHUTTE, *The Adaptation to South Africa and Attitudes regarding Re-emigration from the Country of Portugueses Immigrant*, Pretoria, Human Sciences Research Council, 1989.

montrent que la communauté portugaise était celle qui jouissait du moindre prestige auprès du reste de la société.

Groenewald et Smedley, à partir d'un échantillon suffisamment étendu et diversifié pour garantir une crédibilité scientifique raisonnable, démontrent sans équivoque que l'image de la communauté portugaise était fortement négative. Avant de regarder un peu plus en détail quelques-uns des résultats de ce travail, il convient de signaler deux facteurs importants. L'un est que la recherche fut réalisée en 1977 et que des changements se seront donc produits depuis. Le second est que l'époque à laquelle la recherche fut réalisée était, pour la communauté portugaise, une période de trouble. Le nombre de Portugais en Afrique du Sud avait récemment augmenté de plusieurs milliers du fait de l'afflux d'anciens résidents du Mozambique, et cette situation, alliée à l'instabilité sociale et économique naturelle des nouveaux arrivants, portait préjudice à l'image de la communauté. On peut donc supposer qu'en relation avec le second facteur, le niveau d'acceptation était exceptionnellement bas au moment où l'enquête fut réalisée. Quant au premier facteur, il s'agit simplement de le noter puisque, à part celui auquel nous venons de nous référer, il n'y a pas d'élément pour apprécier l'évolution de l'image de la communauté. Les commentaires qui suivent s'appuient sur le travail de Groenewald et Smedley, autrement dit sur des enquêtes réalisées à partir d'un échantillon de cinq mille Blancs de différents groupes d'âge, niveaux de revenu familial, localités de résidence et groupes linguistiques.

Lorsqu'ils étaient interrogés sur qui ils préféreraient avoir comme voisins, peu de gens déclarèrent vouloir vivre auprès de Portugais. L'enquête permettait de choisir parmi les six groupes principaux d'immigrants : Italiens, Britanniques, Hollandais, Portugais, Allemands et Grecs, et divisait les personnes en hommes et femmes et en fonction du revenu familial. Ce que nous constatons c'est que dans toutes les catégories les préférences laissent les Portugais toujours en sixième position, avec une tendance à empirer avec l'augmentation du revenu familial. Parmi les plus pauvres, à peine 2 % des hommes et 2,3 % des femmes choisiraient des Portugais comme voisins ; parmi les plus nantis le pourcentage descend à 0,4 % pour les deux sexes. La seule autre communauté recueillant des chiffres proches de ceux de la communauté portugaise est la communauté grecque. La variation entre hommes et femmes est très faible.

En passant aux questions posées spécifiquement sur la communauté portugaise, les auteurs cherchèrent à savoir combien de personnes étaient d'accord avec les phrases suivantes : – *L'Afrique du Sud devrait encourager moins d'immigrants portugais à s'établir dans le pays* ; – *L'Afrique du Sud devrait fermer ses portes à l'immigration portugaise*. Par rapport à la première phrase, il n'y avait pas de grande variation en fonction du revenu – près de 38 % des personnes étaient d'accord avec la phrase, en moyenne. Il y avait une variation constante, dans toutes les catégories de revenu familial, entre les hommes et les femmes, les femmes se montrant plus favorables à l'idée de limiter l'immigration portugaise. Quant à la seconde phrase, on notait cette fois une tendance de réponses associées au revenu familial. Parmi les plus pauvres 40,3 % des hommes et 36,2 % des femmes étaient favorables au gel total de l'immigration portugaise,

alors que dans le groupe social le plus favorisé seulement 26,3 % et 21,5 % d'hommes et de femmes, respectivement, étaient d'accord avec la phrase. Une hypothèse de lecture de ce phénomène tient à la concurrence sur le marché du travail provoquée par l'immigration portugaise dans les échelons économiques inférieurs. Un autre point intéressant est que les hommes ont des positions plus radicales : à tous les échelons sociaux les femmes étaient plus souvent d'accord avec la première phrase que les hommes, et les hommes étaient plus souvent d'accord avec la deuxième phrase que les femmes. Soulignons, cependant, que le nombre de personnes qui souhaiteraient interdire l'entrée de Portugais supplémentaires est très élevé : la moyenne des différentes catégories est de 30,7 %. En partant du principe que ceux qui sont d'accord avec l'une ou l'autre des deux phrases ont une attitude négative à l'encontre des immigrants portugais, nous constatons que cela englobe une moyenne de près de 70 % des personnes interrogées.

La troisième ligne d'enquête reproduisait les phrases 1 et 2 que nous avons transcrites ci-dessus, en demandant la réaction des personnes selon leur langue maternelle, nommément afrikaans ou anglaise. En relation à la première phrase, il y a plus d'anglophones qui sont d'accord que d'Afrikaners, mais la différence n'est pas très accentuée : 40,3 % et 36,2 % respectivement. La grande différence apparaît quand les deux groupes sont confrontés à la deuxième question. Près de 43 % d'Afrikaners souhaiteraient geler complètement l'immigration portugaise, contre à peine 16,7 % d'anglophones. Il y a plusieurs interprétations possibles de cette tendance. L'une d'elles est que les Afrikaners, étant les immigrants blancs les plus anciens et un peuple historiquement fermé sur lui-même, acceptent moins n'importe quel type d'immigration. Beaucoup d'Afrikaners considèrent que l'Afrique du Sud est, non seulement terre de Blancs, mais spécifiquement terre d'Afrikaners et s'ils acceptent une immigration, c'est pour des questions pratiques et non par volonté intrinsèque. La langue anglaise, d'un autre côté, est le moyen de communication de toutes sortes de gens dont la plupart sont également immigrants de première ou de seconde génération, avec une plus grande ouverture par rapport à l'arrivée de nouveaux immigrants. Une autre contribution possible pour les résultats signalés est que les Afrikaners tendent à avoir un degré d'instruction inférieur et concourent au même type d'emplois que les Portugais – on a déjà montré la relation entre bas salaires et sentiments anti-portugais (5). D'autres facteurs probablement influents dans ce résultat sont l'opposition des Églises féroceement calvinistes à l'implantation d'une communauté catholique en son sein, et la tendance montrée par les immigrants portugais à préférer la langue anglaise à l'afrikaner (6). Quelles que soient les raisons du faible indice de popularité de la communauté, la froideur des chiffres reste : parmi tous les secteurs de la communauté blanche, le meilleur résultat est que "seulement" 13,9 % des femmes de langue anglaise souhaiteraient fermer les portes à l'immigration portugaise.

(5) V. PEREIRA DA ROSA & S. TRIGO, *Portugueses e Moçambicanos no Apartheid: da ficção à realidade*, Porto, secretariado de Estado das Comunidades, attribuent une grande importance à ces deux derniers facteurs.

(6) Voir SCHUTTE, *op. cit.*, tableaux 22 et 23.

En ce qui concerne la manière dont la communauté portugaise est vue par les Noirs, aucun sondage ou étude n'a été réalisé, ce qui nous renvoie aux simples conversations et contacts humains. Une fois de plus l'impression dominante est largement négative et nous pouvons trouver plusieurs manières d'expliquer ce phénomène. Les Noirs, spécialement dans les zones urbaines où, précisément, résident davantage les Portugais (7), ont une conscience politique très développée : or la population lusophone est peut-être l'exemple unique d'une communauté qui n'a rien fait pour lutter contre l'apartheid. Tous les autres groupes ethniques blancs ont apporté leur contribution, à travers quelques noms, au mouvement anti-apartheid. N'importe quel Noir un tant soit peu intéressé par les questions politiques est capable de citer le nom d'Afrikaners, d'anglophones, d'Italiens, de Grecs ou de Juifs qui furent emprisonnés ou exilés pour avoir contesté le régime, mais pour ce qui est des Portugais, c'est le silence complet (8). Le régime de l'apartheid a toujours bénéficié de l'appui financier et électoral des secteurs les plus influents de la communauté portugaise. La majorité des Portugais préférerait ne pas s'engager, ce qui, pour les Noirs, était le signe d'un appui tacite au régime : ceux qui ne s'y opposaient pas étaient favorables au *statu quo*. Une autre explication de la mauvaise image des Portugais auprès des Noirs est que ce sont eux, précisément, qui leur sont les plus proches en termes d'échelons sociaux et, donc, qui bénéficiaient davantage des barrières légales imposées par l'apartheid à l'ascension sociale et économique des Noirs. Les petites malhonnêtetés d'un patron de gargote à l'entrée des mines de Johannesburg ou Welkom finissent par être aussi visibles que l'injustice de l'apartheid et il est fréquent d'entendre des références à des exemples de ce type quand on parle avec des Noirs. Un article, écrit par Es'kia Mphalele (9), paru dans la revue *Tribute*, est significatif de cet état de choses. Rappelons que la revue *Tribute* est probablement la revue noire la plus influente du pays et que Mphalele est professeur à la prestigieuse Université de Witwatersrand, c'est l'homme de lettres noir le plus réputé et deux biographies ont déjà été publiées sur lui. L'article est extrêmement violent contre les Portugais. À ce moment précis, Mphalele écrit :

"Regardez les Portugais aujourd'hui comme immigrants dans ce pays. Ils sont plus racistes que le pire des colonialistes blancs [...] La jeunesse portugaise a établi une sous-culture qui se divertit avec la violence organisée par ses gangs [...] À l'heure où j'écris ces paroles finales, Dias, da Gama et le reste de cette bande d'aventuriers européens sont devenus de simples noms écrits en fumée, comme dans un spectacle d'acrobatie aérienne, disparaissant rapidement sous le bleu du ciel. Adieu cinq siècles d'esclavage et de colonialisme portugais !"

L'article cité contient certainement une grande dose de haine viscérale et irrationnelle mais ce serait une erreur de le minimiser

(7) SCHUTTE, *op. cit.*, tableau 7 : un sondage réalisé auprès de 1 081 membres de la communauté portugaise indique que 64,2 % habitent dans des villes, 32,5 % dans des bourgs, et seulement 3,3 % en zones rurales.

(8) L'archevêque Tutu attira l'attention sur ce sujet en disant que les Portugais ne pouvaient pas continuer à être neutres. Voir *Diário de Lisboa*, 13 novembre 1989.

(9) ES'KIA MPHALELE, "500 Years of Misadventure", *Tribute*, juillet 1988.

simplement à cause de son peu de valeur académique. L'importance de l'article ne réside pas dans sa capacité descriptive ou analytique. Elle réside dans le fait d'avoir été écrit par celui qui l'a écrit et publié là où il l'a été. Et dans le fait qu'il n'a provoqué aucune protestation, à part d'un petit groupe de Portugais qui s'intéressaient à la manière dont la population noire les voyait. Malheureusement il est difficile de ne pas conclure que de telles paroles ne causent aucun scandale en Afrique du Sud parce qu'elles correspondent à ce que beaucoup de gens pensent.

Il est possible de poser dès maintenant une question à laquelle nous chercherons à répondre plus tard : comment se fait-il que durant tant de temps l'information officiellement divulguée au Portugal était qu'en ce qui concerne la communauté portugaise en Afrique du Sud, tout se passait merveilleusement ? La communauté était supposée "bien intégrée" et était une "composante reconnue et appréciée de la société sud-africaine". Comment un tel déphasage avec la réalité fut-il possible ?

En ce qui concerne le nombre de Portugais en Afrique du Sud, nous ne sommes toujours pas en mesure de présenter la moindre donnée statistique fiable. On entend fréquemment des références à six cent ou sept cent mille personnes mais il est plus probable que le nombre soit inférieur à un demi-million. Il s'agit en partie d'une question de définition. Ceux qui cherchent à accentuer l'importance de la communauté portugaise ont l'habitude d'inclure dans leurs calculs des personnes dont les ancêtres quittèrent le Portugal il y a trois ou quatre générations et qui n'ont déjà plus rien à voir avec le Portugal ou avec la communauté portugaise. D'un autre côté, il est également certain que tous les Portugais ne sont pas inscrits dans les consulats, bien que l'instabilité des dernières années en ait amené beaucoup à "mettre leurs papiers à jour". Au consulat de Johannesburg, responsable d'approximativement trois quarts de la communauté portugaise, 120 000 personnes sont actuellement inscrites. Beaucoup auraient encore droit à la nationalité portugaise mais à partir d'ici nous entrons dans le domaine de la spéculation. De toutes façons la communauté portugaise atteint difficilement le demi-million de personnes.

L'INTERVENTION POLITIQUE DE LA COMMUNAUTÉ PORTUGAISE

Jusque récemment la communauté portugaise s'est montrée opposée aux grands changements politiques (10) mais cela a un peu changé depuis 1990. Comme n'importe quelle autre communauté immigrante, aussi bien en Afrique du Sud que dans d'autres pays, les contours exacts de la communauté portugaise sont difficiles à définir. Il n'y a aucune entité homogène dont on peut dire qu'elle obéit à une série de critères rigoureux d'inclusion ou d'exclusion. Il y a simplement un ensemble de personnes ayant des liens plus ou moins forts avec le Portugal et entre elles. Parmi les membres de la communauté portugaise, il y a des gens

(10) Cf. SCHUTTE, *op. cit.* Une enquête réalisée pour ce travail indique qu'à peine 6,7 % de la communauté portugaise considérait erronée la politique raciale du gouvernement sud-africain (tableau 42) et seulement 3,7 % se manifestait en faveur de l'introduction d'élections au suffrage universel (tableau 45).

dont les valeurs et références culturelles sont identiques à celles de ceux que l'on pourrait rencontrer à n'importe quel coin de rue ou café de la Beira Alta ou du Minho, et il y a également des gens qui ne parlent même plus le portugais et qui ne sont jamais allés au Portugal. Il y a des gens qui ne s'entendent bien qu'avec d'autres personnes d'origine portugaise et des gens qui fraternisent presque exclusivement en dehors de la communauté. Il y a des Sud-Africains de troisième et même de quatrième génération et il y a des gens qui viennent d'arriver du Portugal. Cependant, la grande diversité de la communauté n'est pas une négation de son existence.

On peut se représenter la communauté comme un ensemble de cercles concentriques dans lequel ceux qui sont plus proches du centre dépendent à un plus haut degré de la communauté pour établir leur propre identité. Ainsi, aux confins de cet ensemble, dans les cercles les plus éloignés, nous trouvons des fils et petits-fils d'immigrants, des personnes déjà bien intégrées dans la société sud-africaine et dont les références culturelles sont presque exclusivement sud-africaines. Ces personnes n'ont gardé de portugais que le nom, et encore, parfois anglicisé à l'écrit et presque toujours dans la prononciation. Dans les cercles plus proches du centre, nous trouvons les immigrants plus récents, ceux qui ne parlent aucune autre langue que le portugais, les gens qui vivent leur vie professionnelle et sociale presque exclusivement dans un milieu portugais. En termes politiques, comme dans d'autres domaines, ceux qui sont plus loin du centre sont plus représentatifs des Blancs sud-africains en général, alors que ceux qui se situent plus près du centre s'éloignent rarement de l'orthodoxie définie par les "leaders" de la communauté.

Il convient d'expliquer ce que l'on entend par "leaders de la communauté", puisque l'expression est apparue fréquemment pendant les entrevues et les conversations avec des membres de la communauté. Ou mieux : elle est apparue fréquemment pendant le premier séjour, alors que déjà lors du second séjour, ces "leaders" étaient vus comme une influence du passé. Nous entrons ici dans un champ assez subjectif puisqu'il n'y a aucun critère que nous puissions citer pour définir abstraitement le profil du "leader". Il s'agit d'un petit groupe d'hommes (exclusivement des hommes puisqu'on est encore loin de l'égalité sexuelle tant dans la communauté portugaise qu'en Afrique du Sud en général) qui exerce (ou exerçait) une influence démesurée sur la vie de la communauté. Dans leur majorité, ce sont des *Comendadores* (Commandeurs, ordre honorifique) puisqu'ainsi que dans d'autres communautés émigrantes, ce titre confère un statut social privilégié. Cependant, ce n'est pas la Commanderie qui fait le leader ; bien au contraire, c'est par l'influence qu'il exerce que le leader obtient la Commanderie. La Commanderie renforce le statut social et, symboliquement, représente l'appui et la reconnaissance de l'État portugais, élément important de la légitimation du pouvoir qu'exercent les leaders. Étant donné que la grande majorité de la communauté portugaise a quitté le Portugal avant le 25 avril, l'obtention de la bénédiction des autorités étatiques a une portée qui ne prend tout son sens que si l'on se rappelle de son importance avant 1974. Au reste, l'ascension sociale et politique, et l'exercice d'influence, peuvent se

produire de diverses manières. Les "leaders de la communauté" sont en général des personnes ayant réussi dans le monde des affaires (bien qu'il y ait eu des cas où ce succès fut questionné ou même condamné par les autorités judiciaires) et occupant aussi normalement des fonctions importantes dans les clubs ou associations de la communauté. Ils peuvent aussi influencer ou contrôler la vie des associations à travers des contributions financières ou matérielles.

Les "leaders de la communauté" ont beaucoup changé entre 1990 et 1994. Dans de nombreux cas, les personnes qui occupaient des fonctions importantes dans la communauté en 1990 furent remplacées par des personnes ayant d'autres idées politiques. Dans d'autres cas, l'influence des "leaders" diminua et leur parole n'a déjà plus le poids qu'elle avait ; et il y a encore le cas de personnes qui modifièrent radicalement leur discours politique, cherchant à maintenir leur influence en accompagnant de l'intérieur les changements profonds par lesquels le pays est en train de passer. Pour donner quelque idée de cette évolution, nous décrirons séparément le panorama pour chacune des deux périodes qui servent de base à ce travail.

1990

Dans la communauté portugaise, il y a un groupe de personnes, auxquelles on donne habituellement le nom de "leaders", qui assumèrent la tâche de lui donner une direction politique. Plusieurs facteurs contribuèrent au fil des ans à rendre cette tâche plus aisée. D'un côté, le niveau d'instruction y est très bas (11) ce qui la rend assez influençable et peu sûre d'elle pour ce qui est des questions politiques. D'un autre côté, et spécialement plus près du centre des cercles concentriques de la communauté, il y a un sentiment d'aliénation vis-à-vis du pays qui les a accueilli. Beaucoup se sentent absents du Portugal à peine temporairement ou, pour le moins, ne se sentent pas suffisamment intégrés pour s'intéresser aux questions politiques de l'Afrique du Sud. Un troisième facteur est que la grande majorité n'a jamais vécu dans une société pleinement démocratique : seule une petite minorité est venue du Portugal après 1974. Les autres, soit étaient déjà en Afrique du Sud depuis plus longtemps, soit arrivèrent du Mozambique en 1975. Dans tous les cas l'intervention politique active n'était pas encouragée et quand ils arrivèrent en Afrique du Sud, ils trouvèrent une situation semblable. Il y avait, bien sûr, des élections exclusivement pour les Blancs mais même cette possibilité de dissidence ne rencontra pas d'échos dans la communauté portugaise. Un quatrième facteur qui démobilise la dissidence face à l'orthodoxie politique définie par les Commandeurs et autres leaders est la trame serrée des dépendances économiques et sociales qui constitue le noyau de la communauté.

Ces différents facteurs font de la majorité de la communauté une masse relativement vulnérable et facile à modeler par les leaders. Les dissidences ne sont pas totalement éliminées mais leur impact est minimisé. Les "leaders de la communauté" parviennent à faire passer

(11) SCHUTTE, *op. cit.*, tableau 13, montre que près de 34 % des personnes interrogées avaient quatre ou moins de quatre années de scolarité. À peine 2,8 % avaient fréquenté l'université ou l'école polytechnique.

leur message, qui est très clair : la communauté portugaise doit chercher à garder le silence total sur les affaires politiques, sauf en périodes de campagne électorale durant lesquelles elle doit soutenir discrètement le *National Party*.

Ce message parvient à la communauté portugaise de différentes manières. En premier lieu les clubs et associations sont des lieux privilégiés pour prononcer des discours qui, fréquemment, appellent à l'abstention politique. De telles prises de position sont considérées acceptables parce que la fiction selon laquelle appeler à l'abstention n'est pas une attitude politique a été alimentée, alors que les très rares fois où il y a un contenu politique différent dans un discours, l'orateur est fortement critiqué sous prétexte qu'il est en train de "faire de la politique". Un cas assez parlant (12) mérite d'être cité. En mars 1989, l'ambassadeur Cutileiro, alors nouveau venu au pays, fut invité pour prononcer un discours lors de ce qui représente un des moments les plus forts de la vie sociale de la communauté, le bal des Débutantes. Au bal comparut, comme d'habitude, le "tout Johannesburg". Dans un discours intelligent qui rappelait sa formation d'anthropologue, l'ambassadeur commença par rappeler qu'un bal de débutantes représentait un rite de passage, point de départ qui lui permit de parler des transformations en cours en Afrique du Sud, quelques semaines à peine après la libération de Mandela. Il rappela que le gouvernement portugais voyait d'un bon œil les mesures prises par De Klerk, considérait qu'il n'y avait pas de motifs d'inquiétude et que la vie politique du pays était sur de bonnes voies. À ce propos, dit-il, il avait des raisons d'être tranquille parce qu'il avait parlé aussi bien avec De Klerk qu'avec Mandela. Du fait de cet aveu, il fut remercié par des huées au lieu des applaudissements de circonstance auxquels on aurait pu s'attendre. Les participants trouvaient intolérable que l'ambassadeur du Portugal parlât avec l'opposition au régime, même si elle avait déjà été légalisée. Et notons que l'assistance était composée précisément des "leaders de la communauté", représentés en masse.

Cette anecdote est intéressante parce qu'elle met à nu plusieurs idées implicites. En premier lieu l'assistance considérait que le moment était impropre pour parler de politique (c'était l'accusation la plus fréquente contre l'ambassadeur), bien qu'il n'existe aucun autre forum où la politique serait un thème naturel. D'ailleurs l'accusation est peu vraisemblable parce que les huées se déclenchèrent seulement lorsque l'ambassadeur fit référence à Nelson Mandela. Deuxièmement, elle met en évidence l'idée que l'intérêt du Portugal (et c'est cela que l'ambassadeur est supposé représenter) est synonyme de l'intérêt de la communauté tel que défini par les "leaders". Et troisièmement, la réaction est aussi le fruit d'une certaine surprise de voir leur autorité contestée, de voir que, tout à coup, l'ambassade, et donc les responsables de la politique extérieure portugaise, veulent assumer un rôle dirigeant dans la préparation de la communauté pour une ère nouvelle. Attitude parfaitement innovatrice, soit dit en passant, de la part de l'ambassade.

Pour revenir aux méthodes de transmission des principaux messages en direction de la communauté, il est évident que la communication

(12) Voir *O Jornal*, Lisbonne, mars 1990.

sociale de langue portugaise revêt également un rôle important. Il y a plusieurs stations de radio qui émettent en portugais, une station de télévision et un petit nombre de journaux et revues qui s'adressent à la communauté. Cependant, il y a un organe qui joue un rôle prédominant, c'est la voix la plus autorisée des "leaders", *O Século de Joanesburgo*. C'est le journal dont le tirage est le plus important et qui sort chaque semaine (il n'y a pas un seul quotidien de langue portugaise). Les propriétaires en sont le Commandeur Horácio Roque et le Commandeur António Braz et tout le monde sait que c'est le premier qui contrôle la ligne éditoriale. Le traitement des informations, particulièrement celles à caractère politique, montre clairement ce que l'on souhaite que les gens sachent et ce que l'on préfère qu'ils ignorent. Des informations, par exemple, sur une quelconque dissidence à l'intérieur de la communauté sont purement et simplement étouffées. Cela eut lieu plus notoirement dans le cas de la DIPSA (*Democratic Initiative of the Portuguese in South Africa*) dont nous parlerons plus loin. Au premier trimestre 1990, un nouveau journal fut lancé, *A Tribuna*, mais ne parvint pas à s'imposer sur le marché pour des raisons d'ordre divers. La longévité de *O Século* a créé un groupe de lecteurs assez fidèles pour une question d'habitude, même si on entendait parfois dire, sur le ton de la plaisanterie, qu'il s'agissait de "*O Mentiroso*" ("Le menteur"). Et *O Século* dispose encore d'un autre atout du fait qu'il sort le lundi avec plusieurs pages consacrées aux événements sportifs du week-end au Portugal. Contre ces habitudes enracinées, *A Tribuna* ne pouvait s'imposer qu'en investissant massivement dans le domaine du marketing, ce qui ne se produisit pas. En second lieu, la qualité journalistique du nouveau périodique était nettement inférieure à la concurrence, ce qui n'est pas sans lien avec le fait qu'il connut cinq ou six directeurs durant sa courte existence. Et, troisièmement, les habitudes de lecture frugales de la communauté portugaise permettent difficilement de viabiliser simultanément deux hebdomadaires, c'est ainsi qu'il fut toujours peu probable que *A Tribuna* devienne une réussite.

L'orientation politique donnée à la communauté par les leaders a, simultanément, des racines idéologiques et des intérêts particularistes. D'un côté, de nombreux membres de la communauté portugaise, entre 30 et 40 %, sont d'anciens résidents d'Angola et du Mozambique (13). Le processus de décolonisation qui amena ces gens en Afrique du Sud fut extrêmement traumatique. Il est vrai que beaucoup de familles réussirent à amener avec eux la plus grande partie de leurs biens et se bâtirent même de grandes fortunes comme c'est toujours le cas en période de chaos, mais ce qui nous intéresse ici, c'est que la communauté dans son ensemble intériorisa le véritable traumatisme que fut, pour quelques-uns de ses membres, la décolonisation. Le processus de décolonisation est une partie très vivante de la conscience collective de la communauté et représente une des pierres de base de son attitude politique. En résumé, dans sa version simple ce traumatisme se traduit de la manière suivante : l'ANC est synonyme de Frelimo ou de MPLA, et le *National Party* de ce propriétaire légitime qu'était l'État portugais.

(13) Dans un échantillon de 1 075 personnes réalisé par SCHUTTE (tableau 4), 31,1 % des personnes interrogées venaient du Mozambique et 7,4 % d'Angola.

Pour éviter un nouveau désastre, il est nécessaire de soutenir le *National Party* et de combattre l'ANC avec la conviction et la détermination qui manquèrent en Angola et au Mozambique. Cette composante idéologique est visible de fait dans la communauté mais est traitée avec prudence par les "leaders" parce qu'elle implique une présence active de la communauté dans la vie politique du pays. Le jour où cela arrivera s'ouvriront les portes du débat et les "leaders" commenceront à perdre leur hégémonie politique dans la communauté.

L'autre composante, celle des intérêts particularistes, dérive de la forme d'organisation de la société sud-africaine. Le *National Party* a été seul au pouvoir de 1948 à 1994 et au fil des décennies les frontières entre État, gouvernement et parti se diluèrent peu à peu. Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que quelques entrepreneurs imaginatifs découvrent qu'une aide financière aux coffres du *National Party* pouvait contribuer à résoudre des problèmes bureaucratiques, ou autres, qui les incommodaient. Une relation symbiotique avec le pouvoir s'est alors créée dans laquelle la bienveillance des autorités était la monnaie d'échange pour l'appui tacite ou concret de la communauté portugaise. Mais comme dans toute symbiose, cette relation peut fonctionner dans les deux sens : c'est autant une association d'avantages mutuels qu'une garantie contre l'opposition de l'autre partie. Aux leaders de la communauté revenait simplement la gestion de cette trame complexe et non de disposer d'elle comme ils l'entendaient. Ceci pose des questions intéressantes pour le présent et le futur : si les leaders de la communauté sont liés non à une idéologie mais au *National Party*, comment parviendront-ils maintenant à conserver la fidélité de la communauté ? Le parti effectua une métamorphose complète et cependant les leaders ont toujours sollicité son appui en ayant recours au grand spectre qu'est le traumatisme de la décolonisation. Il ne s'agit pas d'une pure coïncidence que justement à ce moment-là apparaisse une nouvelle génération avec des idées différentes, comme ce fut le cas des personnes qui intégrèrent la DIPSA.

La DIPSA (*Democratic Initiative of the Portuguese in South Africa*) fut un mouvement qui se concrétisa en avril 1990, réunissant des personnes qui n'étaient déjà plus disposées à accepter l'hégémonie politique des leaders. Ce défi à l'autorité de ceux qui ont toujours dominé la communauté est, pour les leaders, dangereux, surtout parce qu'il vient d'une nouvelle génération de jeunes professionnels, avec un degré d'instruction très supérieur au leur, et une vision du futur totalement distincte. Traditionnellement, les dissidences étaient traitées de manière implacable et homogène. En premier lieu, la personne en cause était exclue de toute fonction au niveau des associations, lui retirant ainsi la plateforme la plus accessible. Deuxièmement, et du fait de l'immaturité politique de la communauté, on mettait à profit l'idée que celui qui ne soutenait pas le *National Party* était "communiste". Les dissidents étaient inévitablement proclamés communistes, ce qui était synonyme d'un ordre d'excommunication politique. Dans les rares occasions où il y eut quelque dissidence politique ouverte à l'intérieur de la communauté, ou que quelqu'un parlât à voix haute contre l'apartheid, les personnes en question durent choisir entre le silence conformiste et l'activité politique

en dehors de la communauté (14). Dans le cas de la DIPSA, il ne fut déjà plus possible d'appliquer cette pression sociale pour diverses raisons. Les figures de proue du mouvement étaient des personnes dont le crédit était déjà solide, des personnes connues et respectées dans la communauté. Plus, c'étaient des personnes qui ne dépendent pas, socialement et professionnellement, des leaders de la communauté. Pour cela, ces voix étaient difficiles à ignorer et impossibles à exclure.

La DIPSA avait pour objectif de contribuer à faciliter, à l'intérieur de la communauté portugaise, la transition du régime actuel de l'Afrique du Sud vers un régime multiracial et démocratique, en travaillant pour une plus grande conscience et information politique de la communauté. Le mouvement partit du principe que les leaders n'étaient pas représentatifs de toute la communauté et qu'il y avait une nécessité criante d'une autre voix, non compromise avec le régime, pour exprimer les idées de beaucoup, spécialement de la plus jeune génération. En même temps un des objectifs était de faire un travail didactique auprès de la communauté. La déclaration de principes du mouvement manifestait une opposition directe à l'apartheid et la confiance qu'au moins une partie de la communauté portugaise ne se retrouvait pas dans cette politique. Elle mentionnait aussi la nécessité de combattre la mauvaise image qui était celle de la communauté portugaise, spécialement auprès de la majorité noire du pays.

Comme on pouvait s'y attendre, les leaders de la communauté utilisèrent tous les stratagèmes qu'ils connaissaient pour créer des difficultés au nouveau mouvement. *O Século de Joanesburgo*, avec une absence d'indépendance scandaleuse, ignore pendant des mois ce qui était l'évolution politique la plus importante dans la communauté depuis des années ; des pressions sociales et même professionnelles furent exercées de diverses manières sur les principales figures du mouvement et, bien entendu, on lança la rumeur habituelle : que la DIPSA était l'œuvre de "communistes". Ces manœuvres eurent quelque impact mais ne furent en aucune manière décisives parce que la situation du pays, à laquelle la communauté ne pouvait rester étrangère, avait beaucoup évolué. Quand le *National Party* lui-même dialoguait avec l'ANC, incluant même l'ancien ennemi public numéro un, le secrétaire général du Parti communiste sud-africain, il était difficile d'attaquer un mouvement qui proposait un dialogue similaire à l'intérieur de la communauté. La preuve que l'on était en route vers un système politique complètement différent amenait les gens à penser qu'il était nécessaire de prendre des précautions pour l'avenir, ce qui signifiait soutenir au moins l'existence d'un groupe comme la DIPSA. Le problème pour les leaders est que la trame des complicités, des amitiés et des clientélismes sur laquelle leur pouvoir était assis allait en s'affaiblissant. On n'avait déjà plus autant confiance dans cette structure

(14) Luis Leal, ancien directeur du département de portugais à l'Université de Witwatersrand, chercha à s'engager dans une troisième voie quand il publia un livre hilarant de contes satyriques sur les leaders de la communauté intitulé *Com Noé na arca*. La publication du livre, entre autres choses, rendit insupportable la position de Leal qui finit par abandonner sa position académique et par couper tout lien avec les puissants de la communauté. L'information dont nous disposons indique qu'il serait maintenant au Botswana. Quant au livre, l'un des susvisés acheta et détruisit presque tous les exemplaires, le transformant en objet pour collectionneurs !

pour assurer la promotion sociale et professionnelle qu'elle garantissait auparavant. Étant intimement liées à un régime en voie d'extinction, les structures du pouvoir à l'intérieur de la communauté devaient changer ou laisser la place à d'autres. Quelques-uns des "leaders" les plus perspicaces perçurent cela et commencèrent à introduire des altérations dans leur discours mais les structures qu'ils prétendaient transformer étaient lourdes et n'allaient pas changer d'un jour à l'autre. Les conditions politiques au niveau de l'Afrique du Sud et au niveau de la communauté étaient bonnes pour un mouvement comme la DIPSA. Cependant le mouvement n'a pas répondu aux attentes pour des raisons qui tiennent, initialement, à des divergences personnelles et politiques au sein du mouvement et, plus tard, à l'insuffisante disponibilité en temps de quelques-unes des personnalités les plus capables de valoriser le mouvement. Même ainsi la DIPSA parvint à compter quelques appuis discrets de la part de secteurs traditionnellement liés à certains leaders et s'assura un certain succès en obtenant pour plusieurs entrepreneurs portugais des entrées à la première conférence entre l'ANC et les entrepreneurs les plus influents du pays (15).

Le vide politique qui existe dans la communauté jouait en faveur, en principe, du développement de la DIPSA. Il était aussi probable que les leaders, ou pour le moins quelques-uns d'entre eux, montrent des capacités d'adaptation aux changements, sauvegardant ainsi quelque influence dans la communauté. Mais le résultat le plus probable était que la démocratisation du pays allait apporter également une certaine démocratisation dans la communauté portugaise, ouvrant un espace à la coexistence de courants politiques divergents. Il semblait certain que les jours de l'unanimité silencieuse étaient comptés.

1994

Les prévisions transcrites ci-dessus, établies après la première visite en 1990, se montrèrent généralement correctes (16). À partir de 1990, avec des retombées spéciales à partir de 1992, la position des "leaders" s'affaiblit beaucoup et la communauté ouvrit ses portes au débat politique. Une nouvelle génération de personnes influentes à l'intérieur de la communauté surgit, avec une posture politique beaucoup plus démocratique, beaucoup plus ouverte au dialogue, beaucoup moins intéressée à enrôler la communauté pour soutenir un seul parti, et beaucoup plus engagée à participer à la construction d'une nouvelle Afrique du Sud.

L'influence du groupe de personnes que l'on appelait "leaders" dépendait du rôle de charnière qu'ils jouaient, offrant au *National Party* l'appui silencieux de la communauté et obtenant la bienveillance du gouvernement pour leurs activités d'entrepreneurs. Ces activités, à leur

(15) La conférence, qui eut lieu le 23 mai 1990, fut organisée conjointement par l'ANC et le CBM (*Consultative Business Movement*) afin, pour la première fois depuis la légalisation de l'ANC, d'échanger des idées sur la future organisation économique du pays. Les inscriptions pour les entrepreneurs portugais furent obtenues à travers les bons offices de la DIPSA puisqu'aucun élément de la communauté portugaise ne faisait partie de la liste originelle des invités.

(16) Voir les références signalées en note 1.

tour, leur permettaient d'obtenir un statut social et financier qui renforçait leur capacité à influencer les associations et autres manifestations de la communauté portugaise. En Afrique du Sud, le régime alors en vigueur était moralement répugnant pour la majorité de la population et la conviction répandue parmi ceux qui luttèrent contre l'apartheid était que la communauté portugaise avait pendant de nombreuses années signé un pacte avec le système. À partir des réformes politiques qui commencèrent en 1990, les "leaders" étaient condamnés à perdre une partie de leur influence parce qu'ils n'étaient déjà plus intéressés, et la communauté moins encore, à poursuivre cette identification avec le *National Party*.

Quelques-uns des facteurs mentionnés qui permettaient leur influence politique perdirent aussi quelque peu de leur poids. La communauté portugaise continue d'avoir un niveau d'éducation assez bas, mais on constate un retour aux activités associatives de la communauté d'une génération qui s'en était éloignée pendant les années 1980, la génération qui est née aux alentours de 1960, et qui a un niveau d'éducation très supérieur à celui de ses parents. Cette génération se considère luso-

sud-africaine, c'est-à-dire que ses membres s'identifient en Afrique du Sud comme descendants de Portugais mais n'ont aucune ambiguïté quant au pays dans lequel ils veulent vivre et travailler. Encore jeunes, ils sont fortement engagés à participer à la transition politique qui se produit dans le pays. Cette génération, dans les années entre les deux séjours, prit (parfois presque d'assaut) des positions importantes dans beaucoup d'associations, avec un discours très différent de celui que l'on entendait de la part des "leaders" précédents. D'un autre côté, ils rejettent l'épithète de "leaders", sauf quand il est utilisé dans le cas spécifique des intérêts des associations auxquelles ils appartiennent, préférant encourager les gens à prendre les attitudes politiques qu'ils veulent individuellement.

Un autre facteur important dans les changements survenus dans la communauté est la démocratisation de l'Afrique du Sud en elle-même. Comme dans n'importe quel processus de changement profond, il y a un développement important de la conscience politique qui a affecté par contagion la communauté portugaise. Alors qu'auparavant il n'y avait presque pas de discussion politique, aujourd'hui la politique est un thème important pour la grande majorité de la communauté. Naturellement cela signifie que l'époque de l'unanimité silencieuse qui favorisait les dispositions antérieures de la communauté est révolue. En ce temps-là, les "leaders" disaient que l'activité politique ne pouvait qu'affaiblir la communauté parce qu'elle conduirait aux divisions. Aujourd'hui, ce que l'on constate, c'est qu'il y a un consensus autour des grands thèmes qui concernent la communauté et que l'unanimité artificielle, inutile et démobilisatrice sur des sujets qui dépassent la communauté n'existe plus.

À partir de 1992-1993 on commença à noter une grande érosion de l'appui que la communauté portugaise avait apporté pendant tant d'années au *National Party*. Au niveau électoral ceux qui votaient donnaient, en grande majorité, leurs voix au *National Party* mais beaucoup de membres de la communauté portugaise s'abstenaient de

voter pour deux raisons. La première raison est que tous n'avaient pas le droit de vote ; la seconde c'est que les "leaders" de la communauté n'avaient jamais encouragé la participation électorale en pensant que cela mettrait en péril leur hégémonie politique. Les soutiens les plus importants qui venaient de la communauté portugaise pour le *National Party* étaient, d'un côté, des contributions financières pour les campagnes électorales et, d'un autre côté, le travail de *lobbying* fait par des dirigeants de la communauté portugaise auprès du gouvernement de Lisbonne pour atténuer l'effet des sanctions sur l'économie sud-africaine. Un des porte-parole les plus en vue de cette position fut le président du gouvernement régional de Madère, Alberto João Jardim, qui au moins depuis 1975 fut un des adeptes les plus chaleureux du *National Party*.

En ce moment, les positions politiques au sein de la communauté portugaise ne sont pas très différentes de celles de l'électorat blanc en général. Beaucoup soutiennent le *National Party*, d'autres sont proches du *Conservative Party*, certains, spécialement parmi les plus jeunes, apportent leur appui au *Democratic Party*, et quelques-uns, bien que probablement peu nombreux, votèrent pour l'ANC. Quant aux contributions financières, le mouvement de Mandela bénéficia d'au moins un don selon une source de l'ANC – en l'espèce il s'agissait d'un entrepreneur madérois connu, dirigeant associatif distingué de la communauté portugaise. Dans une entrevue qui nous fut concédée en 1990, cet entrepreneur mettait toute sa foi dans le *National Party*, ce que nous pouvons considérer comme un exemple de la capacité d'adaptation qui est fréquemment attribuée aux émigrants portugais.

Dans une législation probablement unique au monde, tous ceux qui pouvaient prouver qu'ils résidaient dans le pays depuis plus de cinq ans purent voter aux élections d'avril 1994, sans référence à des critères de nationalité, ce qui incluait l'écrasante majorité de la communauté portugaise. *Rádio Cidade*, émetteur de langue portugaise s'adressant à la communauté, essaya d'informer ses auditeurs à ce sujet. Avec une position différente, *O Século de Joanesburgo* ne fit, dans ses éditoriaux, aucun appel en faveur de la participation électorale de la communauté portugaise, ce qui nous paraît étrange à un moment où la communauté avait tout à gagner et rien à perdre en se rendant massivement aux urnes (17). Il faut dire, cependant, que toutes les autres personnes interviewées sur ce sujet, y compris à l'ambassade et au consulat, se montrèrent engagées à inciter le plus grand nombre possible de membres de la communauté portugaise à voter, bien que dans certains cas leurs fonctions officielles les empêchassent de rendre publique une quelconque déclaration. *A Tribuna*, cet hebdomadaire qui surgit en 1990, survécut peu de temps mais il existe maintenant une revue mensuelle, *A Notícia*, qui défendit également la participation de la communauté portugaise aux élections.

Par rapport à ce que nous écrivions en 1990, une prévision ne s'est pas confirmée, nommément celle du développement de la DIPSA. En effet, l'organisation n'a pas survécu du fait de problèmes que nous

(17) Il n'y a pas de statistiques sur le sujet mais plusieurs personnes nous confièrent qu'elles pensaient que *O Século* connut une chute de sa diffusion entre 1990 et 1994. Des sources de *O Século* nièrent que cela eut été le cas.

avons déjà mentionnés à l'époque : divergences personnelles et politiques au sein de la sphère dirigeante et manque de disponibilité en temps, pour des raisons professionnelles, de ceux qui avaient les plus grandes capacités politiques. Cependant, les idées qu'ils défendaient sont aujourd'hui partagées par la nouvelle génération qui, comme nous l'avons déjà mentionné, occupe maintenant des positions de grande influence dans la communauté. En ce sens, le commentaire que nous avons fait à l'époque sur l'existence d'un terrain fertile pour l'expansion de la DIPSА semble avoir été confirmé.

En mars 1994, profitant de la prorogation de la date limite d'inscription des partis aux élections (décidée pour tenter de convaincre les membres de l'Alliance pour la liberté à participer), plusieurs membres de la nouvelle génération fondèrent le LUSAP (*Luso-South African Party*). Ce parti peut être considéré comme un descendant direct de la DIPSА et le produit évident des changements intervenus dans la communauté tels que nous venons d'en parler. L'objectif principal du LUSAP (semblable à celui de la DIPSА) est de promouvoir la participation de la communauté portugaise au débat politique sud-africain, au-delà d'un rôle de "lobby" au service de question d'intérêt particuliers à la communauté. L'une de ces questions est la possibilité d'instituer la langue portugaise comme l'une des langues officielles de ce qu'il est convenu d'appeler la "nouvelle Afrique du Sud". Dans le nouveau système, il y aura dix langues officielles dont certaines sont bien moins utilisées que la langue portugaise mais le LUSAP a à peine soulevé la question sans parvenir à développer une position forte sur le sujet. Pour obtenir un siège au nouveau parlement le LUSAP avait besoin d'environ 50 000 voix, ce qui représente peut-être 15 à 20 % des électeurs potentiels de la communauté portugaise. Ils avaient l'avantage que la communauté portugaise était relativement concentrée dans la région de Johannesburg (PWV) mais même ainsi il serait toujours difficile d'obtenir un siège de député. Ils pouvaient avoir un rôle important dans la mobilisation de l'électorat portugais pour les élections mais cela tournerait probablement plus à l'avantage d'autres partis que le LUSAP.

LE PORTUGAL ET LA COMMUNAUTÉ PORTUGAISE

Le sentiment dominant dans la communauté portugaise c'est qu'il valait mieux apprendre à vivre sans le Portugal plutôt que d'attendre une aide de Lisbonne. Cette sensation d'abandon est le prolongement du sentiment d'avoir été "trahis" en 1975 lors des décolonisations de l'Angola et du Mozambique, au moment où des dizaines de milliers de personnes trouvèrent en Afrique du Sud le refuge contre les changements qu'elles ne voulaient pas voir. Le Portugal, pensaient-ils, les avait oubliés en 1975 et les oublierait encore aujourd'hui. Entraves bureaucratiques, manque de fonds et simple désintérêt sont les principaux problèmes signalés par ceux qui avaient déjà cherché appui auprès des organes officiels portugais. La situation du consulat

portugais de Johannesburg est symptomatique : responsable d'un espace géographique quatre fois plus vaste que le Portugal et où vivent des centaines de milliers de Portugais (seul peut-être le consulat de Paris a plus d'émigrants dans sa zone de juridiction) il resta sans consul général pendant près d'un an en 1990-1991.

Les rares personnalités politiques nationales qui s'intéressent à la communauté jouissent pour cette raison d'une grande popularité en Afrique du Sud. En particulier il y a le cas d'Alberto João Jardim, président du gouvernement régional de Madère, d'où est originaire un grand pourcentage des émigrants. Jardim écrit une colonne hebdomadaire dans *O Século de Joanesburgo*, dans laquelle il développe ses positions indépendantistes par rapport à la politique extérieure nationale, et proclame tout haut et clairement sa sympathie pour le *National Party* (... avant l'ouverture politique !). Cette position trouve un écho auprès de nombreux émigrants en Afrique du Sud, ce qui fait probablement de Jardim, en même temps que les visites qu'il effectue dans ce pays, l'homme politique le plus populaire dans la communauté. À part quelques rares exceptions, il ne semble pas qu'il y ait dans le milieu politique portugais quelqu'un qui connaisse bien la communauté portugaise en Afrique du Sud. Une des raisons pour cela est que le circuit traditionnel effectué par les hommes politiques portugais qui visitent l'Afrique du Sud était peu propice à une prise de connaissance de la réalité de la communauté. Ils visitaient une demi-douzaine d'associations, discutaient avec les présidents des associations qui ne souhaitaient certainement aucun conflit avec les "leaders" (au contraire : ils désiraient les donations qui paraissaient toujours être plus généreuses quand il y avait des invités du Portugal pour rapporter l'information à leur retour), ils dînaient avec quelques-uns des notables et après s'en allaient. Ils établissaient parfois quelque contact avec le gouvernement ou avec quelqu'un de l'ANC (mais seulement depuis qu'en février 1990 De Klerk le rendit acceptable). De la part du gouvernement, il n'y avait pas de raison de ne pas faire l'éloge de la communauté portugaise qui avait toujours soutenu le *National Party* et avait toujours cherché (d'ailleurs avec un certain succès) à ce que le Portugal suive la ligne de Mme Thatcher en matière de sanctions envers l'Afrique du Sud (18). Quant à l'ANC, engagé comme il l'est dans une opération de charme en direction de la population blanche du pays, il est peu probable qu'il exprime en public ce que certains de ses dirigeants disent en privé.

Il arrivait donc que celui qui visitait l'Afrique du Sud et faisait le parcours "touristique" approuvé par les "leaders de la communauté" reparte en sachant seulement ce que l'on voulait qu'il sache. Et cela même s'il parlait dans des milieux d'opposition au régime parce que, pour des raisons qui leur étaient propres, il ne convenait pas non plus à ces derniers de critiquer ouvertement la communauté portugaise. Cela contribue à expliquer le déphasage que l'on constatait entre ce que l'on pensait de la communauté à Lisbonne et ce que l'on en pensait en Afrique du Sud. D'autres facteurs qui contribuèrent à produire ce déphasage étaient les commentaires des "leaders de la communauté"

(18) L'influence de la communauté portugaise sur la conduite de la politique extérieure vis-à-vis de l'Afrique du Sud est analysée plus en détail dans un article de l'auteur dans *Terra solidária, Revista de questões internacionais*, Lisbonne, CIDAC, mai-août 1990.

(une des sources de leur pouvoir était qu'ils dominaient les liens avec le Portugal) et les informations véhiculées par la communication sociale de langue portugaise en Afrique du Sud. Les communications entre l'ambassade à Prétoria et le ministère des Affaires étrangères ne sont pas, évidemment, du domaine public mais les lignes de force de la politique nationale vis-à-vis de la communauté et de l'Afrique du Sud nous conduisent à croire que jusqu'en 1989-1990 (19), elles n'auront pas été d'un contenu très différent de ce que les "leaders de la communauté" voulaient faire passer.

À partir de 1989 ou 1990 on commença à noter de la part du ministère des Affaires étrangères un certain souci de modérer la position politique de la communauté, ce qui traduit la conscience de ce que tout n'allait pas si bien pour les intérêts nationaux et pour ceux de la communauté. Cette nouvelle conscience semble avoir produit des effets positifs, bien qu'elle ait été si tardive. Il n'y a déjà plus ce grand déphasage entre ce que l'on pensait de la communauté à Lisbonne et ce que l'on en pensait en Afrique du Sud, du fait de changements des deux côtés de l'équation : d'un côté, au Portugal, il y a maintenant une connaissance beaucoup plus exacte de la communauté et, d'un autre côté, la plus grande ouverture de la communauté fit qu'en Afrique du Sud elle est mieux comprise et davantage acceptée par le reste de la population, blanche et noire.

L'évolution politique de l'Afrique du Sud est une inconnue. C'est un pays dans lequel, comme disait l'écrivain Alan Paton, il y a espérance les lundis et désespoir les mardis. Plus que de toute autre chose, c'est de cette évolution politique que dépend l'avenir de la communauté portugaise. Une situation d'instabilité totale provoquerait un retour en masse, mais si cela arrivait ce serait à contrecœur (20). Pour l'instant les indicateurs sont positifs. Selon une source du consulat portugais, aucune augmentation du nombre de demandes de "certificats de bagage", document permettant aux émigrants de rentrer au Portugal sans payer de droits de douane sur leurs biens, n'a été enregistrée. Cependant beaucoup, depuis les révoltes de 1985 et 1986, cherchèrent à établir une seconde résidence au Portugal, se garantissant ainsi contre une répétition de l'exode d'Angola et du Mozambique en 1975. Selon des agences de voyage, de nombreuses personnes décidèrent cette année de prendre leurs vacances pendant la période électorale, se retirant au Portugal à un moment que l'on prévoyait perturbé, mais les billets qu'ils achetèrent étaient des aller-retours (21). Un autre indicateur positif est que deux associations importantes se lancèrent récemment dans des entreprises de grande ampleur : la Société portugaise de bienfaisance annonça l'achat d'un terrain pour la construction d'un foyer du troisième âge de près de deux cents lits ; et le Centre des arts et de la culture est en train de construire un nouveau siège avec une grande salle de spectacles.

(19) Période durant laquelle, par coïncidence ou non, José Cutileiro fut nommé ambassadeur à Prétoria.

(20) SCHUTTE (tableau 53) montre que 95,9 % des personnes interrogées indiquent l'Afrique du Sud comme le lieu de résidence le plus désiré pour les cinq ans à venir.

(21) Je remercie Jorge DUARTE, qui a contacté les agences de voyage, pour cette information.

L'image du Portugal dans beaucoup de pays, dont l'Afrique du Sud, est l'image de ses émigrants. La politique nationale vis-à-vis de la colonie portugaise dans ce pays s'est traduite durant de longues années d'une manière très simple. On parvint à un accord tacite duquel les principes étaient exclus. La forme la moins onéreuse d'obtenir le soutien des autorités sud-africaines pour la grande communauté portugaise du pays était de faire chorus avec l'opposition britannique aux sanctions de quelque espèce que ce soit. Le régime de Prétoria montrait sa compréhension vis-à-vis de l'accord de parrainage d'une demi-douzaine d'entrepreneurs ayant réussi. Officiellement on déguisait cet état de choses agréable par des proclamations solennelles sur le caractère inhumain de l'apartheid. Mais, ajoutait-on, la meilleure manière d'influencer Prétoria était d'éviter toute attitude contraire au régime.

On mesura la véritable capacité d'influence portugaise lors de l'humiliation que souffrit le secrétaire d'État de l'époque, Durão Barroso, qui arriva en Afrique du Sud muni d'une lettre au ton critique signée par le Premier ministre : P.W. Botha, Président à l'époque, se contenta de lui montrer la porte de sortie.

Les relations du Portugal avec le futur gouvernement sud-africain dépendent dans une large mesure du comportement politique de la communauté portugaise. Pour la communauté elle-même, les temps qui approchent ne seront pas faciles et l'appui du gouvernement portugais prendra une grande importance. C'est une bonne opportunité pour chercher à corriger les erreurs du passé et à forger, dans une région si importante pour la politique extérieure nationale, une image du pays plus en accord avec les valeurs défendues par les différentes instances internationales auxquelles le Portugal appartient.

POSTFACE

Une brève visite à Johannesburg en novembre 1994 a permis à l'auteur d'entrer de nouveau en contact avec la communauté portugaise et de parler avec diverses personnes de leurs impressions sur la "nouvelle Afrique du Sud". Les commentaires qui suivent sont basés sur ces conversations.

Comme parmi les Blancs en général, aucun exode significatif de la communauté portugaise ne s'est vérifié à la suite des élections générales d'avril 1994. Pour beaucoup, c'est une grande surprise de constater que l'ANC n'est pas ce qu'ils ont cru pendant si longtemps – un mouvement pro-soviétique, anti-blanc et avec des tendances à nationaliser tout ce qu'il pouvait. Simultanément (et en commun avec les Blancs d'expression afrikaans et anglaise) on remarque un grand orgueil dans la manière dont l'Afrique du Sud fut de nouveau acceptée au niveau international. L'attribution du prix Nobel à Nelson Mandela et Frédéric De Klerk fut plusieurs fois citée comme preuve de l'exemplarité des solutions politiques que l'on sut trouver en Afrique du Sud. Ceci montre de manière exemplaire combien la mémoire politique peut être

courte, mais d'un autre côté, celui qui a côtoyé la communauté ne peut pas ne pas sentir une certaine satisfaction en constatant que les pronostics pessimistes des "leaders" ne se sont jamais concrétisés. La crise économique par laquelle l'Afrique du Sud est en train de passer affecte tout le monde, y compris les Portugais. Cependant, ceci ne semble pas être interprété comme une conséquence du changement de régime.

Du point de vue de l'intervention politique, il est encore tôt pour pouvoir tirer des conclusions définitives, mais nous pouvons indiquer les tendances qui semblent en train de s'affirmer. En premier lieu l'idée qu'il existe de fait une "nouvelle Afrique du Sud" semble assez contagieuse auprès de la communauté et a pour résultat une augmentation de l'intérêt des gens pour la vie sociale et politique du pays. Il y a donc eu une érosion accentuée de l'idée qui fut cultivée avec tant d'assiduité par les leaders selon laquelle on ne devait ni pouvoir avoir quelque type d'intervention que ce soit dans la vie politique du pays. En général, il y a eu aussi une érosion de l'influence des Commandeurs, conséquence directe de la plus grande ouverture de la communauté. Les associations qui, autrefois, invitaient toujours et uniquement des dirigeants du *National Party* à leurs festivités, se mirent à inviter des dirigeants de l'ANC. On sait que plusieurs Portugais ont adhéré à l'ANC et d'autres, dont l'une ou l'autre figure connue dans la communauté, sont en train d'y préparer leur entrée dans de brefs délais. Enfin, la communauté est en train de se pluraliser et de s'intégrer. Les indicateurs sont positifs mais sont tardifs – ce fut une erreur des dirigeants de la communauté, et des hommes politiques à Lisbonne et à Funchal, de ne pas avoir travaillé pour que ceci advienne plus tôt. D'autres gouvernements eurent une attitude différente. On peut citer à titre d'exemple le fait que le gouvernement allemand avait organisé des rencontres entre la communauté allemande de Namibie et la SWAPO (organisation illégale à l'époque selon la législation sud-africaine) en 1981 et 1983 (22).

Il reste à ajouter que l'expérience du LUSAP fut un échec complet. En se présentant aux élections, les dirigeants de ce mouvement ne surent pas convaincre l'électorat portugais de sa raison d'être en tant que parti politique. Le LUSAP n'est jamais parvenu à développer des idées très claires sur des thèmes importants et la communauté portugaise ne s'est pas convaincue que c'était une bonne idée de voter pour un parti pour la seule raison qu'il était constitué et dirigé par des Portugais ou des descendants lusitaniens. D'une certaine manière, cette attitude montre que la communauté portugaise était beaucoup plus engagée dans la construction de cette "nouvelle Afrique du Sud" que tournée vers le ghetto portugais. Ainsi, comme prévu, la contribution majeure du LUSAP fut d'avoir travaillé pour la participation électorale de la communauté portugaise, mais cette participation finit par favoriser d'autres partis. Et la communauté ne pardonna pas non plus le manque de travail de base fait par le LUSAP – le mouvement, qui avait les conditions politiques de travailler à l'intérieur de la communauté au moins depuis 1992, ne parvint à se concrétiser qu'à la veille des

(22) Voir Vivienne JABRI, "European Involvement in the Western Contact Group", in S. CHAN & V. JABRI, *Mediation in Southern Africa*, Londres, 1993.

élections. L'échec électoral du LUSAP fut donc parfaitement naturel. De toute manière, il est intéressant d'analyser brièvement ses résultats électoraux. Le LUSAP s'est porté candidat à l'Assemblée nationale et à l'une des neuf assemblées provinciales, celle de PWV. Pour l'Assemblée nationale, le LUSAP fut le parti qui recueillit le moins de voix, obtenant seulement 3293 voix dans tout le pays (0,017 % du total) ; cependant, pour l'Assemblée provinciale de la région de PWV, il obtint 5 423 voix (0,13 %). Pour l'Assemblée nationale dans la région de PWV, le LUSAP reçut à peine 490 voix, ce qui montre que si l'électorat n'accordait aucune crédibilité au parti pour le représenter au Parlement national, certains pensaient que le LUSAP pouvait jouer un rôle au niveau de l'Assemblée provinciale. De toute manière, même ainsi le LUSAP resta bien en deçà du nombre de votes qui lui était nécessaire pour obtenir un siège à l'Assemblée de PWV. À la suite du désastre électoral, le parti fut

dissout et il est peu probable qu'un mouvement de ce genre voie de nouveau le jour. Le moment où se faisait sentir la nécessité d'un mouvement pour encourager la communauté portugaise à participer plus activement à la vie politique sud-africaine est déjà passé et, malgré le peu de soutien dont bénéficièrent les gens durant toutes ces années, ils sont finalement en train de montrer qu'ils savent nager dans ces nouvelles eaux.

Novembre 1994

João GOMES CRAVINHO

St Antony's College, Oxford et CIDAC, Lisbonne

(Traduction du portugais par Claudia Villar Pantoja et Jacky Picard, non revue par l'auteur).